

No. 54708

**Israel
and
France**

Cooperation Agreement on postal and telecommunications services between the Government of the State of Israel and the Government of the French Republic. Jerusalem, 23 November 2009

Entry into force: *17 September 2012 by notification, in accordance with article 9*

Authentic texts: *French and Hebrew*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Israel, 28 September 2017*

**Israël
et
France**

Accord de coopération en matière de poste et de télécommunications entre le Gouvernement de l'État d'Israël et le Gouvernement de la République française. Jérusalem, 23 novembre 2009

Entrée en vigueur : *17 septembre 2012 par notification, conformément à l'article 9*

Textes authentiques : *français et hébreu*

Enregistrement au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Israël, 28 septembre 2017*

[TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPERATION EN MATIERE DE POSTE ET DE
TELECOMMUNICATIONS
ENTRE
LE GOUVERNEMENT
DE L'ETAT D'ISRAEL
ET
LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Le Gouvernement de l'Etat d'Israël et le Gouvernement de la République Française, désignés ci-après "Les Parties",

Considérant que le développement des relations franco-israéliennes dans les secteurs des technologies de l'information et de la poste est un facteur essentiel tant pour la promotion des échanges commerciaux et technologiques que pour le développement économique et social des deux pays,

Confirmant la nécessité d'une coopération mutuelle bénéfique pour le développement de services modernes de télécommunications et de postes dans les deux pays et entre les deux pays,

Réaffirmant leur volonté commune de développer et d'approfondir leur coopération dans les secteurs des technologies de l'information, des télécommunications et de la poste dans un souci de bénéfices mutuels

Sont convenus ce qui suit:

ARTICLE 1 **Objet de l'Accord**

Les Parties, sur la base du principe d'intérêt mutuel et dans le respect des dispositions légales en vigueur dans les deux pays, s'engagent à développer les relations entre les deux pays en matière de services postaux et de télécommunications, conformément aux dispositions du présent Accord et aux dispositions de l'Union Internationale des Télécommunications, de l'Union Postale Universelle et de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Dans ce cadre, les Parties encourageront les contacts directs entre organismes publics et privés, instituts de recherche et établissements d'enseignement supérieur, entreprises et toute autre organisation ou centre d'expertise afin de discuter des sujets scientifiques et techniques en matière de télécommunications, technologies de l'information et de postes.

Ces organismes pourront conclure des arrangements et accords spécifiques, afin de préciser et d'engager de façon concrète les actions de coopération prévues dans le cadre du présent Accord.

ARTICLE 2 **Organisations Internationales**

Les Parties se consulteront mutuellement, à la demande de chacune d'entre elles, sur les sujets les concernant dans le cadre des organisations internationales – Union Postale Universelle, Union Internationale des Télécommunications, Organisation Mondiale du Commerce - et coopéreront afin d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de ces organisations.

ARTICLE 3
Régulation

Les Parties développeront leurs échanges de points de vue sur la régulation des secteurs des télécommunications, des technologies de l'information et des services postaux dans un contexte de libéralisation croissante de l'environnement de marché.

Elles s'attacheront notamment à s'informer sur l'encadrement réglementaire des réseaux de nouvelle génération, sur les questions issues de la convergence des technologies et sur l'entrée sur le marché des opérateurs virtuels (MVNO).

Elles s'informeront mutuellement des politiques et programmes qu'elles conduisent à cet égard, dans le but notamment de favoriser la participation réciproque d'entreprises des deux pays.

ARTICLE 4
Coopération en Recherche et Développement

Les Parties favoriseront, en fonction de leurs moyens et besoins respectifs, la coopération en matière de recherche et développement entre les organismes scientifiques et académiques des deux pays, les pôles de compétitivité français et les consortiums et incubateurs israéliens dans le secteur des télécommunications et des technologies de l'information, dans le but de développer des coopérations bilatérales mutuellement bénéfiques. Les modalités de ces actions de coopération pourront faire l'objet d'accords spécifiques entre les organismes concernés.

ARTICLE 5
Spectre de fréquences

Les Parties échangeront des informations sur leurs politiques respectives en matière d'optimisation de la gestion du spectre des fréquences radioélectriques et favoriseront la coopération entre les organismes compétents des deux pays.

ARTICLE 6
Communications satellitaires

Les Parties encourageront la coopération et la coordination entre réseaux et opérateurs satellitaires des deux pays.

ARTICLE 7

Coopération dans le domaine des activités postales

Les parties examineront les modalités d'une coopération dans le secteur des activités postales, notamment pour les services portant sur le colis et l'express, les services de courrier hybride, ainsi que dans les domaines de la formation et de la gestion des cadres.

Elles veilleront à ce que leurs opérateurs respectifs établissent des propositions d'actions de coopération qui devront s'inscrire dans le respect des règles de l'Union Postale Universelle. La réalisation de ces actions sera confiée à ces mêmes opérateurs.

Les Parties favoriseront également le développement de la coopération dans le domaine de la philatélie, y compris par l'organisation d'expositions philatéliques.

ARTICLE 8

Coopération sur pays tiers

Les Parties examineront les moyens d'établir des projets communs de formation dans les domaines des télécommunications et des technologies de l'information à destination des pays tiers d'intérêt pour les deux pays.

ARTICLE 9

Dispositions finales

Le Ministère de l'Economie de l'industrie et de l'Emploi, pour la France, et le Ministère des Communications, pour l'Etat d'Israël, seront responsables de l'application du présent Accord pour leurs gouvernements respectifs et assureront la coordination des actions prévues dans le cadre de l'Accord, sauf arrangement particulier convenu entre les Parties. Les échanges pourront se développer sur la base de rencontres annuelles de fonctionnaires et d'experts, organisées alternativement dans l'un et l'autre pays, ou selon une périodicité convenue entre les deux Parties.

La langue de travail sera l'anglais, sauf arrangement différent convenu entre les Parties.

Chacune des Parties supportera pour ce qui la concerne le coût de la mise en œuvre des dispositions du présent Accord.

Toute divergence d'interprétation ou toute contestation concernant l'application des dispositions du présent Accord sera réglée à l'amiable par consultation entre les Parties.

Le présent Accord pourra faire l'objet de la part de chacune des Parties de propositions de révisions, amendements ou modifications après consultations

directes entre les Parties, qui devront être engagées dans un délai de soixante jours après notification des propositions de modifications. Tout amendement devra, pour entrer en vigueur, faire l'objet d'un accord écrit des deux Parties. Aucune révision ou modification ne saurait remettre en cause des droits ou obligations, découlant de l'Accord, acquis antérieurement à cette révision ou modification.

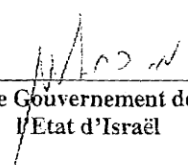
Aucune des deux Parties ne pourra diffuser une information reçue de l'autre Partie indiquée comme confidentielle par la Partie ayant fourni l'information, sauf autorisation expresse.

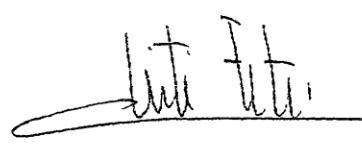
Le présent Accord entre en vigueur le jour de la réception de la seconde note verbale par laquelle chacune des parties notifie à l'autre que les procédures juridiques internes pour l'entrée en vigueur de l'Accord ont été achevées.

Cet Accord est conclu pour une période de cinq (5) ans. Il sera automatiquement prolongé par tacite reconduction, par période de cinq ans, sauf si l'une des Parties notifie à l'autre Partie, avec un préavis de quatre-vingt-dix jours, son intention d'y mettre fin.

Après la date d'expiration du présent accord, ses dispositions resteront applicables, en ce qui concerne les arrangements et contrats particuliers conclus pendant sa période de validité et dont l'exécution n'aura pas été pleinement achevée.

Fait à Jérusalem, le 23 Novembre 1977 qui correspond au 6 Kislev, 5770, en deux exemplaires originaux, un en français, un en hébreu, les deux versions faisant également foi.


Le Gouvernement de
l'Etat d'Israël


le Gouvernement de
la République Française

כל צד רשאי להציע תיקונים או שינויים בהסכם זה אחרי התייעצויות ישירות בין הצדדים, אשר חייבות להתחיל בתוך שישים ימים מההודעה על התיקונים המוצעים. כדי שייכנס לתוקף, כל תיקון חייב להיות מוסכם ע"י הצדדים בכתב. תיקון או שינוי לא יעוררו ספק בזכויות או התחייבויות הנובעות מהסכם זה שנצמחו לפני התיקון או השינוי האמורים.

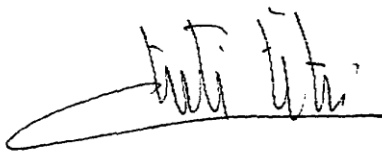
ללא היתר מפורש, צד אינו רשאי לגלות מידע שקיבל מהצד האחר המזוהה כסודי ע"י הצד שמסר אותו.

הסכם זה יכנס לתוקף בתאריך השנייה מבין האיגרות הדיפלומטיות שבאמצעותן יודיעו הצדדים זה לזה כי הנהלים המשפטיים הפנימיים שלהם לכניסתו לתוקף של ההסכם מולאו.

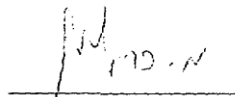
הסכם זה נעשה לתקופה של חמש (5) שנים, ויתחדש מאליו בהסכמה שבשתיקה לתקופות נוספות של חמש שנים כל אחת, אלא אם כן צד מודיע לצד האחר, תשעים ימים מראש, על כוונתו להביאו לידי סיום.

אחרי פוג תוקפו של הסכם זה, ימשיכו הוראותיו להיות בתוקף במידה שהן נוגעות להסדרים או הסכמים שהתקשרו בהם בתקופת היותו בתוקף, אך לא הושלמו במלואם.

נעשה ב ירושלים ביום ו' אב' התש"ע, שהוא יום 23 באוגוסט 2009, בשני עותקי מקור, אחד בעברית ואחד בצרפתית, ולשני הנוסחים דין מקור שווה.



בשם ממשלת
הרפובליקה הצרפתית



בשם ממשלת
מדינת ישראל

סעיף 7

שיתוף פעולה בפעילויות דואר

הצדדים יבחנו את התנאים לשיתוף פעולה בפעילויות דואר, בעיקר בשירותי חבילות ואקספרס, שירותי דואר מעורבים והכשרה וניהול של צוות ניהולי.

הם יבטיחו כי המפעילים של כל אחד מהם יערכו הצעות לפעילויות משותפות העומדות בכללי איגוד הדואר העולמי. יישום הפעילויות האמורות יופקד בידי אותם מפעילים.

כן ידאו הצדדים בעין יפה פיתוח של שיתוף פעולה בבולאות, כולל ע"י ארגון תערוכות בולאות.

סעיף 8

שיתוף פעולה עם מדינות שלישיות

הצדדים יבחנו דרכים לערוך תכניות הכשרה משותפות בתחום הבזק וטכנולוגיית המידע המיועדות למדינות שלישיות שיש בהן עניין לשתי המדינות.

סעיף 9

הוראות סיום

משרד הכלכלה, התעשייה והתעסוקה, מטעם צרפת, ומשרד התקשורת, מטעם מדינת ישראל, יהיו אחראים ליישום הסכם זה כל אחד מטעם ממשלתו ויתאמו פעולות החזויות לפי תנאי הסכם זה אלא אם כן הצדדים מסכימים אחרת. ניתן לפתח קשרי גומלין על בסיס של מפגשים שנתיים של עובדי מדינה ומומחים, שיאורגנו בכל אחת מהמדינות בתורה, או במרווחי זמן מוסכמים בין הצדדים.

שפת העבודה תהיה אנגלית אלא אם כן הצדדים מסכימים אחרת.

כל צד יישא בכל הוצאה הנצמחת לו ביישום הוראות הסכם זה.

כל הבדל פרשנות או מחלוקת בנוגע ליישום הוראות הסכם זה ייושבו בדרכי נועם בהתייעצות בין הצדדים.

סעיף 3

הסדרה

הצדדים יפתחו את חילופי הדעות ביניהם בנושא הסדרת מגזרי הבזק, טכנולוגיית המידע ושירותי הדואר בהקשר של ליברליזציה גוברת של סביבת השוק.

הם ישתדלו בעיקר לעדכן זה את זה בנוגע למסגרת ההסדרה של רשתות דור חדש, לנושאים הנובעים מהתפתחות טכנולוגית ובנוגע לכניסתם לשוק של מפעילים וירטואליים (MVNO).

הם יודיעו זה לזה על קווי המדיניות והתכניות שלהם בעניין זה, בעיקר במגמה לעודד השתתפות הדדית של חברות משתי המדינות.

סעיף 4

שיתוף פעולה במחקר וביתוח

בהתאם למשאבים ולדרישות של כל אחד מהם, הצדדים יעודדו שיתוף פעולה במחקר וביתוח בין גופים מדעיים ואקדמיים ובין צבירים צרפתיים ותאגידים וחממות ישראלים במגזרי הבזק וטכנולוגיית המידע במגמה לפתח שיתוף פעולה דו-צדדי מועיל הדדית. את התנאים וההתניות לשיתוף פעולה כאמור ניתן להגדיר בהסכמים ספציפיים בין הגופים הנוגעים בדבר.

סעיף 5

ספקטרום תדרים

הצדדים יחליפו מידע על המדיניות של כל אחד מהם לשיפור מירבי של ניהול ספקטרום התדרים הרדיואלקטרי ויעודדו שיתוף פעולה בין הגופים המוסמכים בשתי המדינות.

סעיף 6

תקשורת לווינים

הצדדים יעודדו שיתוף פעולה ותיאום בין רשתות הלווינים ומפעילי הלווינים בשתי המדינות.

ממשלת מדינת ישראל וממשלת הרפובליקה הצרפתית, להלן "הצדדים",

בתתן דעתן לכך שפיתוח הקשרים בין צרפת לבין ישראל במגזרי טכנולוגיית המידע והדואר חיוני הן לקידום חילופי הסחר והטכנולוגיה והן לפיתוח הכלכלי והחברתי של שתי המדינות,

באשרן את הצורך בשיתוף פעולה הדדי המטפח את פיתוח הבזק ושירותי הדואר המודרניים בשתי המדינות ובין שתי המדינות,

בתתן יתר תוקף לשאיפתן המשותפת לפתח ולהעמיק את שיתוף הפעולה ביניהן במגזרי טכנולוגיית המידע, הבזק והדואר בחיפוש אחר יתרונות הדדיים,

הסכימו לאמור:

סעיף 1

מטרת ההסכם

הצדדים, על בסיס עקרון התועלת ההדדית ובציות לחוקים הרווחים בשתי המדינות, מקבלים על עצמם לפתח קשרים בין שתי המדינות בתחום שירותי הדואר והבזק בהתאם להוראות הסכם זה ולכללי איגוד הבזק העולמי, איגוד הדואר העולמי וארגון הסחר העולמי.

בהקשר זה, הצדדים יעודדו מגעים ישירים בין גופים פרטיים וציבוריים, מכוני מחקר, מוסדות להשכלה גבוהה, חברות וכל ארגון או מרכז אחר שיש להם מומחיות במגמה לדון בעניינים מדעיים וטכניים המתייחסים לבזק, לטכנולוגיית המידע ולשירותי הדואר.

הארגונים הני"ל רשאים להתקשר בהסדרים ובהסכמים ספציפיים על מנת להגדיר וליישם פעולות שיתוף פעולה החזויות לפי תנאי הסכם זה.

סעיף 2

ארגונים בינלאומיים

הצדדים ייועצו זה בזה, לבקשת כל אחד מהם, בעניינים הנוגעים להם במסגרת ארגונים בינלאומיים - איגוד הדואר העולמי, איגוד הבזק העולמי, ארגון הסחר העולמי - וישתפו פעולה על מנת להשיג את היעדים המבוקשים במסגרת ארגונים אלה.

[TEXT IN HEBREW – TEXTE EN HÉBREU]

הסכם שיתוף פעולה בתחום הדואר והתקשורת

בין

ממשלת מדינת ישראל

לבין

ממשלת הרפובליקה הצרפתית

[TRANSLATION – TRADUCTION]

COOPERATION AGREEMENT ON POSTAL AND TELECOMMUNICATIONS SERVICES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE STATE OF ISRAEL AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

The Government of the State of Israel and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as “the Parties”,

Considering that the development of Franco-Israeli relations in the information technology and postal sectors is essential both for the promotion of commercial and technological exchanges and for the economic and social development of the two countries,

Confirming the need for a mutually beneficial cooperation aimed at developing modern telecommunications and postal services in and between the two countries,

Reaffirming their shared commitment to developing and deepening their cooperation in the information technology, telecommunications and postal sectors, for their mutual benefit,

Have agreed as follows:

Article 1. Purpose of the Agreement

The Parties, on the basis of the principle of mutual benefit and in compliance with the legal provisions in force in the two countries, agree to develop relations between the two countries in relation to postal and telecommunications services, in accordance with the provisions of this Agreement and the provisions of the International Telecommunication Union, the Universal Postal Union and the World Trade Organization.

Within this framework, the Parties shall encourage direct contact between public and private bodies, research institutes and institutions of higher education, companies and any other organization or centre of expertise in order to discuss scientific and technical matters related to telecommunications, information technology and posts.

Those entities may enter into specific arrangements and agreements, in order to set out and implement, in concrete terms, the cooperation-related actions provided for in this Agreement.

Article 2. International Organizations

The Parties shall consult each other, at the request of either Party, on matters that concern them in relation to international organizations – the Universal Postal Union, the International Telecommunication Union and the World Trade Organization – and shall cooperate to achieve the objectives pursued by those organizations.

Article 3. Regulation

The Parties shall exchange views on the regulation of the telecommunications, information technology and postal sectors in an increasingly liberal market environment.

In particular, they shall inform each other about the development of regulatory frameworks for next generation networks, about issues arising from the convergence of technologies and about the entry of mobile virtual network operators to the market.

They shall inform each other of the policies and programmes that they are implementing in that regard, with the aim in particular of fostering the reciprocal participation of companies from the two countries.

Article 4. Cooperation in Research and Development

The Parties shall, in accordance with their respective means and needs, promote cooperation in research and development between the scientific and academic bodies of the two countries, French competitive clusters and Israeli consortiums and incubators in the telecommunications and information technology sector, with a view to developing mutually beneficial bilateral cooperation. The entities concerned may enter into specific agreements on the terms of these cooperation actions.

Article 5. Frequency spectrum

The Parties shall exchange information concerning their respective policies on the optimization of the management of the radio frequency spectrum and promote cooperation between the competent entities of the two countries.

Article 6. Satellite communications

The Parties shall encourage cooperation and coordination between satellite networks and operators of the two countries.

Article 7. Cooperation in relation to postal activities

The Parties shall examine possible forms of cooperation in the postal sector, in particular with regard to parcels and express mail services, hybrid mail services, as well as training and the management of executives.

They shall ensure that their respective operators propose cooperation actions that comply with the rules of the Universal Postal Union. Those same operators shall be entrusted with carrying out the actions.

The Parties shall also promote the development of cooperation in the field of philately, including through the organization of philatelic exhibitions.

Article 8. Cooperation in respect of third countries

The Parties shall examine ways of developing joint training projects in the fields of telecommunications and information technology, intended for third countries of interest to the two countries.

Article 9. Final provisions

The Ministry of Economic Affairs, Industry and Employment, for France, and the Ministry of Communications, for the State of Israel, shall be responsible for implementing this Agreement on behalf of their respective Governments and shall coordinate the actions provided for under the Agreement, unless other arrangements are specifically agreed upon by the Parties. The exchanges may take place at annual meetings of officials and experts, held alternately in one country and then the other, or at intervals agreed upon by the two Parties.

The working language shall be English, unless the Parties agree upon a different arrangement.

Each Party shall bear its own costs arising from the implementation of the provisions of this Agreement.

Any divergence of interpretation or dispute concerning the implementation of the provisions of this Agreement shall be resolved amicably by consultation between the Parties.

This Agreement may be revised, amended or modified at the proposal of either Party following direct consultations between the Parties, which must be held within 60 days of the notification of the proposed modifications. In order for an amendment to enter into force, the two Parties must agree upon it in writing. No revision or modification may call into question rights or obligations acquired under this Agreement, prior to such revision or modification.

Neither Party may, without express authorization, disseminate information received from the other Party if the Party supplying the information has indicated that it is confidential.

This Agreement shall enter into force on the date of receipt of the second of the notes verbales by which each Party shall notify the other that its domestic legal procedures for the entry into force of the Agreement have been completed.

This Agreement shall remain in force for five years. It shall be extended automatically for successive five-year periods, by tacit renewal, unless one of the Parties informs the other Party, with 90 days' notification, of its intention to terminate the Agreement.

After the termination of this Agreement, its provisions shall remain in force in respect of specific arrangements and contracts that were entered into while the Agreement was in force and have not been fully implemented.

DONE at Jerusalem on 23 November 2009, which corresponds to 6 Kislev 5770, in two original copies, one in French and one in Hebrew, both texts being equally authentic.

Government of the State of Israel:

[AVIGDOR LIBERMAN]

Government of the French Republic:

[CHRISTIAN ESTROSI]